

Le chemin de fer touristique est sur la bonne voie



Didier Callabre, vice-président (à gauche) et Gérard Gaudiau, président de l'Association du chemin de fer touristique de l'Auxois, ont reçu comme chaque année le soutien de Patrick Molinoz et Marc Frot. Photo L&P/Y. D.

La 10^e assemblée générale de l'Association du chemin de fer touristique de l'Auxois s'est déroulée samedi en présence de nombreux bénévoles et adhérents. À cette occasion, le président Gérard Gaudiau a accepté de répondre à nos questions.

Votre train reste toujours à quai depuis 2013 cependant votre association et ses bénévoles continuent d'œuvrer. Pouvez-vous nous en parler ?

« Effectivement, et comme chaque année, je tiens à remercier les bénévoles qui n'ont jamais baissé les bras. C'est la force de notre association. Si les bénévoles sont toujours présents, on peut compter aussi sur les adhérents qui sont au nombre de quatre-vingt-neuf (idem à 2017 et 2018, ndlr). Ceci tend à conforter notre présence sur le territoire encouragé par le soutien d'élus. »

L'année 2019 a été importante.

Des soutiens appuyés

Comme chaque année, des élus de la "première heure" étaient présents à l'assemblée générale et ont réaffirmé un soutien appuyé à l'association comme Patrick Molinoz, maire de Venarey-Les Laumes et vice-président du conseil régional. Puis Marc Frot, vice-président du conseil départemental qui a annoncé que le Département planche sur un projet pour un tourisme fort sur le Nord Côte-d'Or où le train touristique serait une composante majeure. Enfin, Marcel Chastang, maire d'Époisses souhaite faire des propositions lors du prochain conseil municipal afin de participer aux décisions à venir, en souhaitant être invité à la table des négociations.

Pourquoi ?

« À notre initiative (la demande date de 2013, ndlr), il y a eu une réunion, le 7 mai, en sous-préfecture de Montbard rassemblant les acteurs concernés par la voie Les Laumes-Époisses. De celle-ci, il est ressorti deux choses : le renoncement de Dijon-Céréales à utiliser la ligne, au vu des coûts, au profit de la route et la validation d'une étude globale avec une vision à quinze ans. »

Où en est-on aujourd'hui ?

« Les résultats de l'étude se-

ront connus en mai. Ensuite, des décisions seront prises, sous l'égide de la sous-préfète. Va-t-on rouler jusqu'à Marigny-Le-Cahouët, Semur-en-Auxois, Époisses ? C'est un véritable quid. En pareil cas, cela se traduirait par un transfert de gestion de SNCF Réseau vers une collectivité ou un groupement de collectivités avec la mise en place d'une convention d'exploitation. A contrario nous provoquerons une assemblée générale extraordinaire pour dissoudre l'association. »

Yannick DUPIN (CLP)